



Formation professionnelle

Facteur d'insertion et de mobilité, la formation professionnelle n'est pourtant pas l'objet d'une politique nationale ambitieuse. Si la région prend pour une part le relais, certains acteurs risquent pourtant de disparaître.

P.4

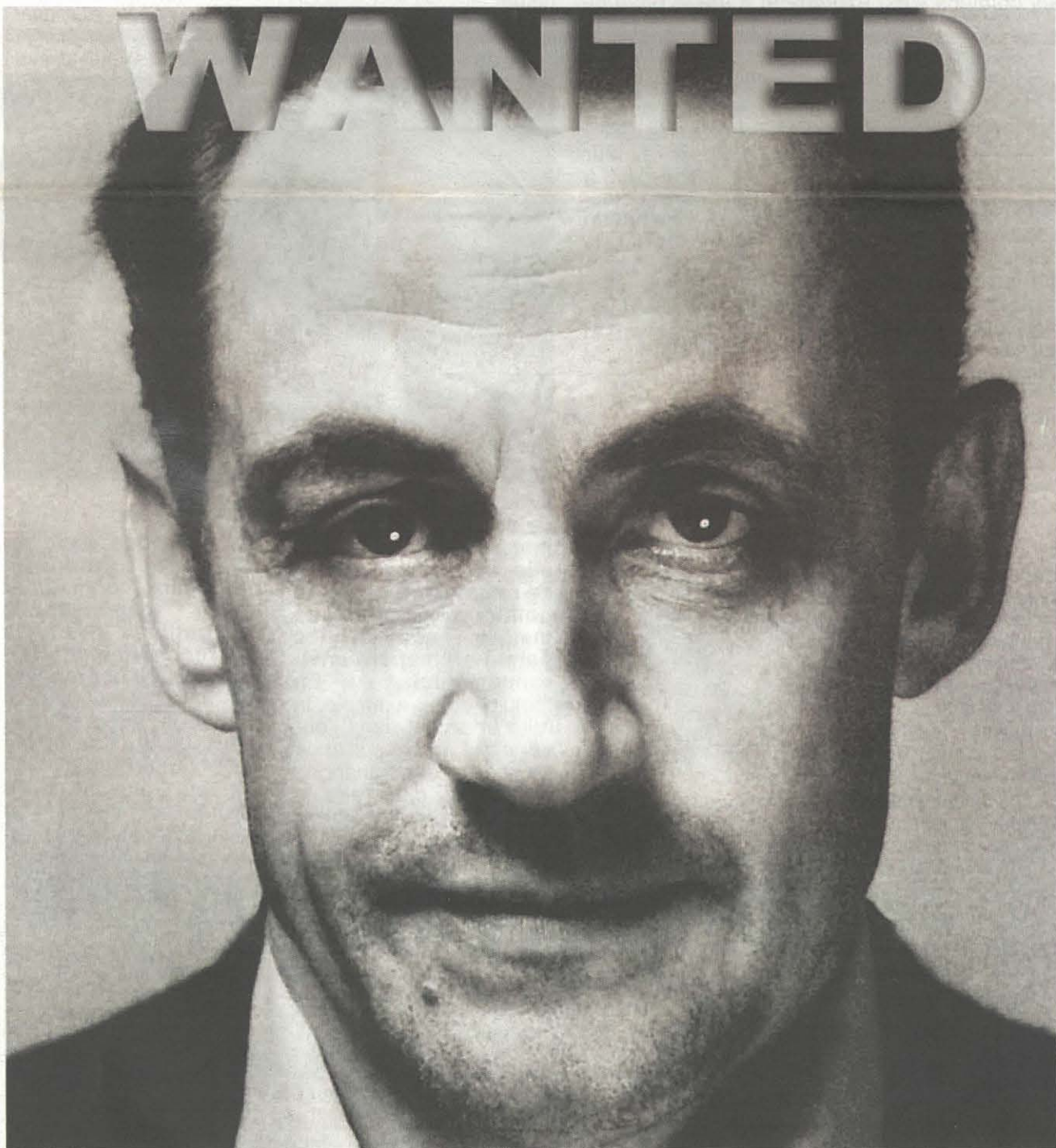
Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 881

3 décembre 2009

prix: 0,70 €



**NE LE LAISSONS PAS GAGNER
NOS REGIONS !**

■ Copenhague

Alors que va s'ouvrir le sommet de Copenhague, l'Europe passe au rabais ses ambitions écologiques. P 2

■ La CGT en congrès à Nantes



Marie Claude Robin, secrétaire générale de l'Union Départementale CGT revient pour NLA sur les enjeux du 49^{ème} congrès.

P 3

■ Chantiers Navals

La CGT mobilise contre les annonces faites par la direction d'un plan de départ volontaire de près de 15% des effectifs. P 5

■ Marxisme

Des « mots du marxisme » au retour au « Capital », Marx continue de susciter les publications. P 6

■ Aéroport

Les élus communistes du Sud Loire mobilisés pour le transfert de l'aéroport. P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Y a pas photo

« Moi j'ai promis de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite, alors comment voulez-vous que je réussisse si vous créez des emplois dans vos mairies » C'est un langage sans ambiguïté de Sarkozy qui explique aux maires qu'il faut en finir avec la notion de service public. Attention, cet homme est dangereux.



Et la santé ?

1 euro par ci non remboursé sur la visite au docteur, 1 euro par là de plus sur le forfait hospitalier, une nouvelle franchise médicale, un médicament supplémentaire de moins où plus remboursé et l'on fait un jour le calcul des dégâts : **Le coût de la santé a progressé de 68% pour un jeune de 25 ans et de 62% pour un couple de 55 ans en l'espace de 8 ans.** Continuons à dégrever les patrons de leurs cotisations sociales et demain... on sera peut-être envieux du système de soin des américains.

Insupportable

Une femme décède tous les deux jours et demi sous les coups de son compagnon ou de son ex-compagnon. En 2008, 157 femmes ont perdu la vie sous les coups de leur conjoint.

Seulement 8% des femmes victimes de violences physiques de la part de leur conjoint portent plainte. 9.993 viols ont été commis en 2005.

53.000 femmes adultes excisées vivaient en France en 2004 (estimation moyenne) et environ 20% des femmes excisées l'ont été sur le sol français.

Et si au pays des droits de l'Homme on commençait par faire respecter les droits élémentaires des femmes ?

Divorce à l'antenne

Selon l'IFOP, 3 français sur 4 (74%) estiment désormais que Ségolène Royal n'a plus de chance d'être la candidate socialiste à la présidentielle... suite à son divorce politique sur-médiatisé d'avec Vincent Peillon. Comme quoi, ça tient à pas grand-chose visiblement...



Point de vue

par Pedro MAIA



Les débats intenses au sein du PCF, autour de la stratégie pour les élections régionales auront fait couler beaucoup d'encre. Parfois tendues, les discussions sur l'avenir politique de la région ont suscité l'intérêt des communistes. Les nombreuses réunions départementales ou locales et la bonne participation des militants à ces

initiatives et à la consultation des 19, 20 et 21 novembre en attestent. Au total, depuis le mois de septembre, 4 Assemblées générales fédérales ont été organisées auxquelles ont participé près de 300 militants avec notamment la présentation du bilan des élus communistes régionaux sortants. **Dans les sections et les cellules du PCF, les débats ont aussi été forts et passionnés.** L'Atelier de la gauche organisé à Angers le 22 octobre sur les questions de fiscalité et de financements publics a réuni 200 citoyens et des responsables d'organisations politiques de gauche pour échanger et confronter les idées sur ces sujets importants pour l'élaboration d'un projet régional de gauche. **La vitalité de la démocratie dans notre fédération a permis ces nombreuses rencontres, ces échanges parfois vifs mais respectueux.** Le pluralisme des opinions s'est exprimé et a été la base de

la construction de la délégation de notre département à la conférence régionale du 7 novembre. **C'est au terme de plusieurs mois de débat de fond que les communistes de notre département se sont exprimés. Une large majorité d'entre eux s'est prononcée pour le rassemblement de toute la gauche sans exclusive dès le premier tour des élections régionales de mars 2010.**

« C'est au terme de plusieurs mois de débat de fond que les communistes de notre département se sont exprimés. »

Partagés sur les moyens d'y arriver, les communistes veulent toutes et tous battre la droite et garder la région à gauche pour empêcher qu'elle ne soit un nouveau point d'appui local de Sarkozy, avec un programme ancré à gauche permettant aux élus régionaux communistes d'aller plus loin dans le travail engagé depuis 6 ans. **Rassembler les**

communistes et la gauche voilà l'urgence ! La situation politique, sociale et économique difficile, la hausse du chômage et la précarité croissante du monde du travail, la remise en cause des services publics qui a fait descendre dans la rue plusieurs milliers de manifestants le 24 novembre pour défendre le statut public de La Poste et pour exiger des moyens supplémentaires pour l'école, nécessitent l'intervention populaire et la mise en échec de l'UMP. Voilà à quoi veulent s'engager dès aujourd'hui les communistes.

Les responsabilités de l'Europe à Copenhague

Alors que le sommet de Copenhague promet surtout des discours volontaristes sur le réchauffement climatique, il semble évident que les actes, eux, seront vraisemblablement insuffisants. **Ainsi en est-il de l'Union européenne qui, suite à la réunion au sommet des chefs d'Etat fin octobre, s'est accordée sur un engagement bien inférieur aux niveaux requis par les experts dans le combat contre le réchauffement climatique. Rappelons que l'objectif mondial est de contenir le réchauffement de la température moyenne du globe dans la limite de 2 degrés.**

Dans le paquet énergie-climat qu'elle a adopté au printemps, l'Union euro-

péenne s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport à leur niveau de 1990 d'ici à 2020. Or atteindre l'objectif mondial de diminution des émissions de 50 % par rapport à 1990 d'ici à 2050 aurait dû, selon les scientifiques du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC), se traduire par un effort européen de l'ordre de 25 % à 30 %.

Pire, rien n'assure que l'engagement européen sera respecté. En effet, les mécanismes prévus dans le paquet énergie-climat s'avèrent peu contraignants. En 2013 sera mis en place un marché carbone. En clair, les industries les plus émettrices de gaz à effet de serre devront acheter des quotas carbone d'un montant de 30 euros la tonne de CO₂. « De véritables droits à polluer »

Si l'Union européenne se refuse à contraindre ses industriels de contribuer à réduire les



émissions de gaz à effet de serre à la hauteur de leurs responsabilités, elle refuse tout autant de remettre en cause sa politique économique malgré son échec patent en matière environnementale. En témoigne, par exemple, la fuite en avant dans l'ouverture à la concurrence du secteur des transports et le refus d'en faire le bilan alors que la part des modes les plus propres comme le rail continuent de fondre au profit des plus polluants comme la

route.

Le refus des pays du Nord, et de l'Europe en particulier, d'assumer « leur responsabilité historique » vis-à-vis du réchauffement climatique est la première raison qui rend peu probable un accord avec les pays du Sud et les pays émergents. Ces derniers refusant légitimement de limiter leur développement économique et social pour compenser ce non-engagement.

De vous à moi...

Nicolas Sarkozy, c'est un peu comme cette boisson, vous savez, qui ressemble à ce qu'elle n'est pas... « Ce n'est pas mon genre de ne pas faire face à mes responsabilités » aime-t-il répéter sans cesse comme un vieux phonographe coincé, mais... la dure réalité de la vie fait que la parole s'envole et les actes implacables et révélateurs restent comme ce fut le cas lors du congrès des maires de France où « le petit prince de l'Elysée » a brillé par son absence.

Il est vrai que d'expliquer à quelques 11 000 maires en colère que les réformes de la taxe professionnelle et des collectivités territoriales vont avoir des effets dévastateurs sur la vie de nos communes n'est pas chose aisée... Mais, le courage, ce n'est pas seulement de bavarder, c'est aussi d'affronter et là, ... « le petit prince », s'est tout simplement esquivé.

Vous allez me dire que le jugement est sévère car notre Président a, dans la foulée, réunis dans les salons feutrés de l'Elysée quelques 700 maires dociles et disciplinés, triés sur le volet pour leur dire « J'irai jusqu'au bout de ma réforme »...

Mais, ce refus présidentiel de s'expliquer devant les élus de la nation, ce mépris affiché du peuple et de ses représentants c'est le témoignage d'un pouvoir qui doute de plus en plus et qui dirige le pays avec chaque jour plus de totalitarisme.

Y.C.

...en Loire Atlantique.

Les enjeux du 49^{ème} Congrès de la CGT



Marie-Claude Robin, secrétaire générale de l'UD CGT nous a reçu à l'occasion de la préparation du 49^{ème} congrès de la CGT.

NLA : Le 49^{ème} congrès de la CGT a lieu à Nantes, pourquoi cette ville ?

Marie-Claude Robin : Il n'y avait pas eu de congrès de la CGT à Nantes depuis 71 ans. Les congrès ont lieu dans des grosses villes qui ont des capacités d'accueil suffisantes, mais aussi dans des mairies, le plus souvent de gauche, qui sont intéressées pour accueillir la CGT. L'ensemble des collectivités locales y ont été très favorables. L'Union départementale a accueilli le défi avec l'enthousiasme de bénéficier de toute la richesse syndicale et militante que représente un congrès de la CGT et dans la mobilisation puisque ce sont 175 militants de Loire-Atlantique qui participeront à l'organisation.

NLA : Quels sont pour toi les enjeux du congrès ?

M-C R : La question de la forme de l'organisation est mise en débat dans le document d'orientation pour pouvoir répondre aux enjeux d'aujourd'hui. Le salariat a complètement changé depuis 50 ans. On est passé de grandes entreprises à la multiplication des sous-traitants. C'est vrai aux chantiers navals qui passent de 5000 salariés à statuts à 2500 avec le recours à la sous-traitance mais c'est aussi vrai, par exemple, dans la fonction publique avec les externalisations. L'implantation syndicale s'en est affaiblie, même si nous

ser plus de salariés et atteindre notre objectif d'un million de syndiqués, quitte à faire bouger nos pratiques militantes. Faut-il des syndicats de site regroupant l'ensemble des salariés travaillant sur un même site, sous traitants compris ? Faut-il des syndicats multiprofessionnels ? Ce sont à ces questions que nous voulons répondre. Le potentiel de notre syndicat peut le permettre. Dans les petites entreprises, les enquêtes montrent que l'on a de plus en plus confiance dans la CGT et c'est dans le commerce que nous réalisons le plus d'adhésions depuis le début de l'année en Loire-Atlantique.

Il faut donc renforcer les « bastions » et s'implanter ailleurs. C'est d'ailleurs ce qui a permis la réussite des journées de mobilisation du 29 Janvier et du 19 Mars.

NLA : Quelle analyse tire la CGT sur le fort mouvement du printemps ?

M-C R : C'est très présent dans les débats. Ce qui s'est passé est exceptionnel en terme de mobilisation même si certains pensent qu'on a « raté le coche ». Si le travail intersyndical n'a pas eu les résultats espérés, la CGT continue de travailler au rassemblement comme nous y invitent les salariés : Dans le dernier sondage BVA-CGT, 4 salariés sur 5 sont pour l'unité syndicale. Nous voulons travailler sur tout ce qu'on peut faire avancer

sommes restés forts dans les entreprises à statut. De la même manière, le secteur du commerce et des services a explosé et nous y sommes insuffisamment implantés.

Nous voulons organiser

ensemble. Bien sûr il y a des désaccords entre organisations syndicales sur de nombreuses questions, celle des retraites par exemple, mais nous avons gagné ensemble le retrait du CPE. Depuis le printemps, nous n'avons pas encore réussi à construire un autre grand mouvement mais les luttes se multiplient.

NLA : Ces éléments influents sur la réflexion du syndicat, sur ses formes d'action et sa stratégie ?

M-C R : La question des formes de lutte traverse toute la préparation du congrès. La situation sociale imposée par la crise appelle des solutions nouvelles même si

Renforcer les « bastions » et s'implanter ailleurs

l'occupation de la rue et la manifestation continuent de prouver leur efficacité.

Le 22 Octobre, nous avons mobilisé à Paris 30 000 salariés de l'industrie. Nous aurions pu être beaucoup plus. Sur cette journée d'action, on voit bien que le frein ne vient pas du travail intersyndical puisque seule la CGT appelait. Nous savons donc que l'efficacité passe par l'unité syndicale mais cela n'empêchera jamais la CGT d'être à l'initiative et de prendre ses responsabilités comme cela a été le cas le 22 Octobre.



NLA : La crise qui touche durement le monde du travail conduit à des situations de souffrances, des réactions de colère, de désespoir parfois. Quelles perspectives peut apporter la CGT ?

M-C R : Le danger principal, c'est le repli sur soi. Nous voulons faire avancer le « tous ensemble » et les solidarités pour faire bouger les choses. Pour cela il faut prendre en compte la réalité vécue de chaque salarié et travailler aux convergences. D'une entreprise à une autre, d'une lutte à une autre, les situations sont différentes. Bien souvent c'est la force collective qui fait la différence entre la bataille pour conserver l'emploi et celle pour gagner une bonne prime de départ. C'est en faisant grandir cette force collective et en faisant jouer à plein les solidarités que se construisent les victoires sociales.

NLA : Dans le département par exemple ?

M-C R : Oui. D'abord parce qu'il y a des luttes qui gagnent. Celle de la Ten Saden à Saint Herblain par exemple où après l'annonce de bénéfices en hausse, les salariés ont lancé une grève offensive sur la question des salaires. Ils ont obtenu 2% d'augmentation après seulement deux jours de grève.

Ces luttes redonnent confiance au collectif, elles témoignent des possibles dans un département durement touché par la crise : le chômage a augmenté de 35%, jusqu'à 50% à Ancenis ou encore 42% à Saint-Nazaire.

L'exemple du bassin nazairien ensuite est significatif avec la préparation d'une importante journée de mobilisation le 3 Décembre sur l'avenir du bassin industriel, avec des entreprises comme les chantiers

où une réduction d'effectif est annoncée, mais pas uniquement : Bobcat Pontchâteau ou RFS sont aussi impactés, tout comme Airbus avec la mise en œuvre de la filialisation.

Sur le bassin de Châteaubriant, une journée d'action de ce type est aussi envisagée. Ces exemples sont importants. Ils montrent des capacités de convergences à partir de situations particulières.

NLA : Voilà 2 ans que tu as été élue secrétaire générale de l'UD CGT 44, quel regard portes tu sur la période écoulée ?

M-C R : Ces 2 années ont été bien remplies, d'une grande richesse, je n'ai pas vu le temps passer.

Il y a bien sûr eu des moments forts comme la victoire aux prud'homales, historique pour la CGT dans le département ou encore la journée d'action du 19 Mars où 110 000 salariés se sont mobilisés en Loire-Atlantique.

Concernant la CGT dans le département, nous avançons vers nos objectifs même si j'aimerais, bien sûr, que cela avance plus vite. Nous avons

doublé notre nombre d'adhésions en 2009 même si nous ne sommes pas encore

arrivés aux 20 000 adhérents (17500 NDLR). Des expérimentations de proximité sont en cours, à Machecoul, à Guérande, ou encore avec une dynamique nouvelle à l'U.L. Basse Loire. Il s'agit de décentraliser l'activité. Nous voulons être au plus proche des salariés. Etre la première organisation syndicale du département nous fait assumer de grandes responsabilités. La situation sociale est difficile et il nous faut être à la hauteur des attentes. C'est ce défi que nous voulons relever.

Etre à la hauteur des attentes dans une situation sociale difficile !

Régionales: Les communistes de Loire-Atlantique pour le rassemblement de la gauche dès le premier tour.

La consultation des communistes des 19,20 et 21 Novembre marque la fin d'une étape dans la réflexion des communistes pour les élections régionales.

En Loire-Atlantique, ce sont près de deux communistes sur trois qui ont fait le choix de la proposition visant à « Réussir dès le premier tour un rassemblement de toute la gauche sans barrer la route à la droite et au modém avec un projet clair et ancré à gauche. Gagner un plus grand nombre d'élus communistes dans la majorité régionale de gauche. »

Des résultats similaires ayant été obtenus dans les fédérations du Maine & Loire et de la Mayenne. Pour autant, le résultat régional n'est toujours pas connu puisqu'à l'heure où nous publions ces lignes, un arbitrage national est demandé suite à la contestation des résultats dans la région (la Sarthe et la Vendée faisant valoir des résultats favorables au Front de Gauche à plus de 93%).

C'est à l'unanimité que le conseil départemental de la fédération de Loire Atlantique a demandé à la direction nationale du PCF de se saisir du dossier dans les plus brefs délais afin d'établir la réalité au plus vite. Une large majorité de la direction fédérale s'est également prononcée pour faire appliquer la décision des communistes du département, si une solution n'était pas trouvée en urgence.

Malgré la situation regrettable, c'est une forte détermination à battre la droite et à engager la campagne autour d'un projet régional à la hauteur des enjeux qui rassemble les communistes de Loire-Atlantique.

ELECTIONS REGIONALES 2010

FEDERATION DE LOIRE ATLANTIQUE

RESULTATS PAR SECTION DU VOTE SUR LA STRATEGIE DU PCF POUR LES ELECTIONS REGIONALES	Nantes	Brière	St Nazaire	Rezé	Loire et Sèvre	Basse Loire	Presqu'île	St-Herblain	Val de Loire	Pays de Retz	Châteaubriant	Trois rivières	Fédération	%
Inscrits	450	205	180	163	123	88	86	72	57	48	48	29	1559	
Votants	235	121	93	101	76	75	42	34	40	11	11	12	851	
Taux de participation	52,2	59,0	51,6	61,9	61,7	85,2	48,0	47,2	70,1	22,9	22,9	41,3		54,5
Nuls/Blancs/Abstentions	6	4	1	5	2	1	1	0	1	0	0	1	22	1,41
Exprimés	229	117	92	96	74	74	41	34	39	11	11	11	829	53,2
Voix														%
PROPOSITION MAJORITAIRE	36	60	68	19	38	12	10	11	12	5	1	8	280	33,8
PROPOSITION ALTERNATIVE	193	57	24	77	36	62	31	23	27	6	10	3	549	66,2

Le dossier.

Formation professionnelle

Utile aux jeunes et aux salariés, elle est l'objet de multiples transformations

La formation professionnelle est au cœur de multiples enjeux. **Facteur d'insertion ou de mobilité professionnelle pour de nombreux jeunes et salariés, celle-ci se présente sous des formes multiples, et engage un nombre croissant d'acteurs.** Elle est de la compétence des régions depuis peu, ce qui a en même temps pour conséquence une nouvelle prise d'initiative de la part de celles-ci, mais aussi de nouvelles inégalités dans l'accès aux dispositifs. C'est ainsi que, c'est maintenant la région qui définit les besoins en formation professionnelle et élabore une stratégie. L'apprentissage est la forme principale de la formation professionnelle initiale. **On dénombre aujourd'hui plus de 400.000 apprentis.** A la sortie d'un parcours en alternance entre

CFA (centre de formation des apprentis) et entreprises, ils acquièrent un diplôme professionnel ou technologique. Des diplômés qui vont maintenant du CAP

La crise appelle une nouvelle politique de formation professionnelle

jusqu'au Master (bac+5). Si ceux qui sortent qualifiés de ce dispositif sont mieux armés pour leur insertion professionnelle que ceux qui sortent du système éducatif sans diplôme, le chemin pour parvenir à une qualification n'est pas sans embuche. Si un nombre croissant d'entreprises accueillent des apprentis, pour beaucoup c'est notamment parce que leur rémunération est moindre qu'un salarié à travail



égal. Les conditions d'accueil sont parfois mauvaises, du fait d'un manque d'encadrement dans l'entreprise. Par ailleurs, les apprentis n'ont aucune prise sur les contenus et les objectifs des formations puisqu'ils ne siègent pas au conseil pédagogique des CFA, au contraire de leurs professeurs, mais aussi des employeurs. Une autre des contraintes est, pour certains métiers, le financement de certaines

fournitures professionnelles. **Certaines régions, comme les Pays-de-la-Loire, jouent à cet égard un rôle important en aidant les apprentis à acquérir ces équipements nécessaires.** De plus, elles subventionnent la majorité des CFA de part leur compétence sur la formation professionnelle. Il est à noter que l'alternance n'est pas réservé au privé puisque depuis quelques années se

développent des formations pour accéder à la fonction publique. La formation professionnelle continue concerne, ou plutôt doit-on dire, devrait concerner l'ensemble des salariés et des demandeurs d'emploi. **Elle est en effet un élément déterminant de la sécurisation des parcours professionnels des actifs.** Pour autant, l'accès à celle-ci est inégal. Sont notamment défavorisés une grande partie des demandeurs d'emploi, les salariés les moins qualifiés, ainsi que les salariés des PME et TPE. Et l'accumulation des dispositifs et des acteurs, entraîne un manque de visibilité pour les salariés. L'accord national interprofessionnel signé en 2003 et l'implication nouvelle des régions, notamment dans l'accompagnement des chômeurs, ont permis

des avancées dans l'accès à la formation professionnelle. Mais le quasi démantèlement de l'AFPA, au travers notamment de la perte de sa compétence dans l'orientation des demandeurs d'emploi et l'utilisation des cabinets privés de placement par Pôle Emploi sont autant de signes d'un désengagement de l'Etat. Alors que **la crise et l'explosion du chômage total ou partiel, appellent à une politique forte qui mobilise l'ensemble des acteurs, au bénéfice des chômeurs et des salariés.** Pour la financer, les communistes proposent la mise en place de fonds régionaux pour l'emploi et la formation. **De nouveaux moyens pour soutenir un programme de création d'emplois et de formations.**

Michèle PICAUD

Conseillère régionale membre de la commission formation professionnelle



Quel rôle joue la Région des Pays de la Loire sur les questions de formation professionnelle ?

La formation professionnelle est un domaine complexe comprenant de nombreux intervenants et où le poids des milieux patronaux est important. **L'action régionale fait également face aux désengagements de l'Etat.**

Face à la crise, le conseil régional continue de voter des crédits favorisant ainsi la formation

professionnelle des jeunes, des demandeurs d'emploi, des licenciés économiques et des salariés. Nous y consacrons approximativement un quart de notre budget, soit environ 300 millions d'euros par an.

En mai dernier, la Région a créé le Service

public régional de formation professionnelle continue dont l'objectif fondamental est d'aider les Ligériens à accéder et à se maintenir dans un emploi durable, en offrant des parcours de formation sécurisés, conduisant à une qualification professionnelle reconnue, tendant ainsi à répondre aux engagements de l'Agenda 21.

La Région a pour ambition de participer au renforcement du droit à la formation, en veillant

Nous y consacrons un quart de notre budget, soit 300 millions

notamment à réduire les inégalités d'accès aux dispositifs de formation et en consolidant l'autonomie des individus dans l'édification de leur identité personnelle et professionnelle.

Et comment cela se concrétise-t-il ?

Je prendrais l'exemple du secteur sanitaire et social, qui représente dans les Pays de la Loire 10% des emplois. Un secteur dynamique, du fait notamment de l'accroissement des besoins dû aux évolutions démographiques. Nous avons ainsi environ actuellement 3400 infirmières en formation dans notre région. Pour palier le déficit actuel dans les professions médicales, **la région a, par exemple, mis en place la gratuité des formations d'aides-soignants et d'auxiliaires puéricultrices.** Plus largement, des bourses régionales sont destinées aux étudiants de la filière sanitaire et sociale.

Ils ont dit

Idir LOUNIS, jeune communiste et maître d'apprentissage

Le statut des apprentis est réellement problématique. D'abord parce qu'il n'est pas considéré comme un jeune en formation, mais comme un salarié à part entière. Si la convention collective

l'exige, il peut être soumis aux 35 ou même aux 39h. Il est aussi soumis aux mêmes règles de productivité qu'un salarié normal ; des règles décidées par l'employeur et non par le CFA.

Pour le patronat, l'apprenti est

très souvent une variable d'ajustement dans sa volonté d'abaisser au maximum ses coûts de production. Dans des petites ou moyennes structures, on peut ainsi trouver jusqu'à 5 ou 10 apprentis. Souvent même avec un seul maître d'apprentissage pour tous.

Réduire les inégalités d'accès aux dispositifs de formation

Quelle qualité de formation peut-on attendre avec un tel défaut d'encadrement et des cadences de production pareils ?

Le flou qui entoure la place de nombreux apprentis et leur

absence de prise sur le contenu et la finalité de leur formation sont de véritables obstacles à une correcte insertion professionnelle.

Gilles MORINIERE, Cgt AFPA

L'AFPA, association loi 1901 qui opère depuis 60 ans pour le compte du Ministère du travail, est en train de subir de nombreuses attaques qui ressemblent à un démantèlement. La formation, à cause des politiques européennes de libéralisation, est devenue un marché. Tout se passe par appel d'offre. Nous devons aujourd'hui faire face à des opérateurs privés, notamment patronaux, qui n'ont pas les mêmes coûts de fonctionnement. Nous aligner sur ces

organismes a des conséquences, notamment la baisse d'investissements en matière d'équipements.

L'Etat a décidé de transférer les compétences d'orientation vers les services de Pôle Emploi. Un premier coin dans

une conception « intégrée » d'un service public de formation professionnelle qui prend globalement les usagers. D'autres services, tels ceux d'hébergement, de restauration, de médecine du travail, devraient suivre, ce qui pourrait provoquer 2.000 à 3.000 suppressions d'emplois d'ici 2014.

Cela ressemble à un démantèlement

PRENONS NOTE...

Les Alcatel-Lucent manifestent

500 salariés du groupe venus du Grand Ouest ont manifesté, mi novembre, à Rennes, autant à Paris et une centaine à Strasbourg. Ils réclamaient d'Alcatel « une véritable politique industrielle européenne » plutôt que des plans de licenciements à répétition. Dans l'ouest la multinationale emploie près de 2000 salariés.

Saint-Nazaire 6 ans après...



6 ans après le drame de la passerelle du Queen Mary II où 16 personnes ont perdu la vie, un mémorial pour le souvenir a été inauguré au Jardin des Plantes. Un monument imaginé par l'artiste parisien Philippe CAZAL dépouillé et simple, composé d'une colonne où sont inscrits les noms des victimes et d'un banc propice au recueillement.

Avortement : des reculs toujours possibles

35 ans après le vote de la loi VEIL les fermetures de centres d'interruption volontaire de grossesse se multiplient partout en France. Ils sont les premiers à faire les frais du démantèlement de l'hôpital public. On se souvient qu'il y a peu, les Plannings Familiaux étaient eux aussi sur la sellette. Le 14 novembre, les militants pro avortement se sont donc rassemblés, place Graslins, à Nantes pour appeler à la vigilance et demander de vrais moyens pour faire appliquer pleinement la loi. Pendant ce temps, 150 manifestants anti IVG récitèrent des prières sur le parvis de l'église Saint-Nicolas !

Construction navale: STX annonce un plan de départs volontaires

Vendredi 20 novembre lors d'un comité d'entreprise, la direction de STX a annoncé un plan de 351 départs volontaires sur un effectif total de 2410 salariés. « Une première étape pour réduire les effectifs sans faire trop de bruit. C'est un plan social déguisé et inacceptable » selon Joël CADORET de la CGT qui s'exprimait devant plus de 400 travailleurs de la navale, des élus communistes de Saint-Nazaire, de la Brière et des habitants, lors d'un débrayage le même jour. D'autant plus inacceptable que la suppression d'un emploi dans la navale, « c'est la suppression de six emplois à l'extérieur des Chantiers, chez les fournisseurs, dans le commerce, les services publics » et qu'il y a à peine deux semaines les syndicats signaient un accord sur le chômage partiel qui prévoyait une protection contre les licenciements économiques jusqu'à la fin juin 2010.



Nantes, Le Secours Populaire en congrès



Dans la vaste halle de la Cité des Congrès de Nantes, plus de 800 délégués dont une centaine d'enfants se

sont rassemblés du 13 au 15 novembre pour le 32^{ème} congrès national du Secours Populaire Français (SPF). Présent dans une soixantaine de pays, accueillant des enfants venant du Brésil, d'Afrique du Sud, d'Indonésie... le SPF a transformé Nantes en capitale mondiale des droits de l'enfant. « Il faut savoir que 2 millions d'enfants, en France, ne mangent pas à leur faim (90 000 dans les Pays de la Loire) et qu'un gosse sur trois ne part pas en vacances » déclarait son président Julien LAUPETRE à notre confrère de Presse Océan. Dans notre département le SPF c'est 1200 bénévoles et 24 800 personnes accueillies en 2008. Selon les prévisions des responsables « dans le 44 plus de 27 000 personnes devraient faire appel à la solidarité cette année ». **Collecte de jouets neufs de friandises et de dons pour Noël, contacter le SPF 44 au 02 40 74 48 41 ou par Internet : contact@spf44.org**

La Poste Grève cartes pétition et manifestation



Le projet de loi réformant le statut de La Poste a été voté au Sénat au terme d'un débat marathon durant lequel la gauche a défendu plus de 600 amendements. Cinq syndicats ont donc appelé les postiers à la grève le 24 octobre, tandis que les militants du comité national contre la privatisation de la Poste (parmi les-

quels les communistes) continuaient à faire signer la carte pétition. Une manifestation nationale devrait être organisée le 13 décembre deux jours avant que le projet de loi soit débattu à l'assemblée nationale.

Un cheminot injustement sanctionné

Perturbations régulières dans le TER. Des contrôleurs font grève pour soutenir un de leurs collègues menacé de sanction. La direction lui reproche d'avoir insulté son supérieur. Ce qu'il nie avec la plus grande vigueur. Nous avons rencontré Alain PETRA, syndicaliste et communiste, actif dans le mouvement pour qu'il nous donne son avis sur ce qui se passe à la SNCF « Pendant 5 jours, le personnel de l'Etablissement Commercial des Trains Pays de La Loire, plus précisément les contrôleurs, ont fait grève afin de soutenir leur collègue traduit en conseil de discipline. Un entretien individuel, avec son dirigeant, afin de valider un constat de sécurité, pour accompagner les trains, se termine dans l'incompréhension et la direction réclame une sanction de 6 à 12 jours de mise à pied, alors que cet agent n'a pas commis de faute lourde justifiant une telle procédure. **Depuis 5 ans, nous sommes face à une direction SNCF autoritaire, méprisante, voire brutale, bafouant le dialogue social. Elle applique des méthodes managériales, issues de cabinets privés, calquées sur des entreprises telles que RENAULT, France TELECOM...** Ce qui explique qu'une majorité de cheminots désapprouve ces orientations, et continuera à s'opposer à une direction qui fait régner le mépris, l'humiliation, la terreur managériale »

Erika 10 communes de l'estuaire réclament réparation

73 000 oiseaux mazoutés, dans le procès en appel à Paris, l'avocat de la Ligue de Protection des Oiseaux estime le prix à payer à 14 millions d'euros. Il n'est pas le seul à réclamer des réparations pour le préjudice écologique subi. 10 communes de l'estuaire le font aussi. **S'appuyant sur un rapport récemment remis au président de la République qui évalue à 970 euros la valeur écologique d'un hectare de forêt et à 600 euros un hectare de prairies, leur avocat propose d'indemniser 1000 euros l'hectare de rivage marin.** Il a donc réclamé 400 000 euros pour Batz sur Mer, la Bernerie en Retz, Saint-Brévin et Saint-Hilaire de Riez en Vendée, 300 000 euros pour La Plaine sur Mer, Mesquer et Saint Michel Chef Chef, 200 000 euros pour Le Pouliguen, Pornic et Préfailles. Ces indemnités venant s'ajouter au dommage direct (13 millions) et au préjudice estimé à l'image de marque (10 millions). L'avocat du Croisic a quant à lui, tout misé sur l'atteinte à l'image de marque de la ville, réclamant 1 million d'euros. L'adoption pourrait donc être saluée pour Total en appel. La décision sera rendue le 30 mars 2010.

Les fausses promesses de la réforme portuaire



Avec la crise, le port souffre. La baisse de trafic est sensible dans l'estuaire mais les difficul-

tés économiques n'expliquent pas tout. Certaines entreprises de manutention ont recours au chômage partiel, des embauches de jeunes dockers sont remises en cause. Les salariés commencent à craindre sérieusement pour leur emploi. Ils se rappellent pourtant ce qu'on leur a dit et répété au moment de la réforme des ports. Où sont les 30 000 emplois promis ? A l'occasion d'une journée de grève et de manifestation largement suivie, le 6 novembre, ils ont dénoncé les fausses promesses du gouvernement qui s'était engagé sur des emplois et sur des investissements dans les ports français. **Or, si des discussions s'engagent aujourd'hui au Grand Port Maritime, c'est sur de possibles congés de fin de carrière à 57 ans qui ajoutés aux départs liés à l'amiante, pourraient faire disparaître une centaine de postes en cinq ans sur un effectif de 700 salariés !** L'absence d'une réelle volonté politique de la part du gouvernement de développer l'activité portuaire dans le grand ouest est, à terme, très préoccupante. Ainsi, le projet Donges-Est est suspendu, les barges qui transportaient des containers entre Nantes et Montoir de Bretagne ont été stoppées, quant aux autoroutes de la mer on parlait, au départ, de trois rotations par jour avec l'Espagne, on parle désormais de trois navires par semaine !

Yves Tual,
secrétaire des portuaires CGT

Leclerc Paridis Un des trois sans papiers gagne aux prud'hommes

Jeudi 19 novembre le conseil de prud'hommes de Nantes examinait le cas des trois salariés sans papiers qui assuraient la sécurité au Leclerc Paridis. En lutte depuis le mois de mai, pour obtenir leur régularisation, ils ont, dès le début du conflit, été licenciés par leur employeur la société Sécuri Ouest pour qui ils travaillaient depuis plus de deux ans. Le licenciement de Bakary TOUNKARA a été annulé ce qui devrait lui permettre d'être réintégré et de demander un titre de séjour auprès de la préfecture. Ses deux collègues ont, en revanche, été déboutés.

Evènements, culture, idées.

Parutions aux PUF

Lire Marx et relire le Capital

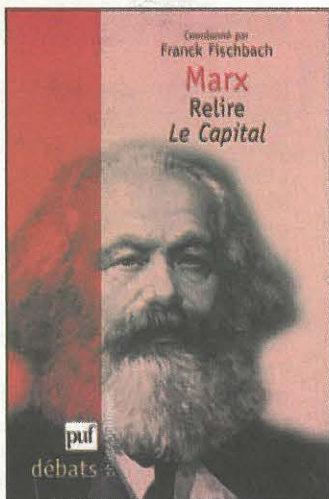
Les auteurs de ces deux livres complémentaires partent d'un même constat : « Il y a actuellement un retour sinon à Marx, du moins de Marx dans la théorie sociale et dans la philosophie politique, et au-delà, dans la société et le débat d'idées ».

Lire Marx...

Pour les trois auteurs Emmanuel Renault, Gérard Duménil et Michael Löwy – les mêmes que ceux des "100 mots du marxisme" (voir ci-contre) – « il ne s'agit pas ici d'un manuel de marxisme ». Ils se disent d'ailleurs convaincus que la seule façon de connaître la pensée de Marx est de relire ses écrits en prêtant attention à la façon dont il formule ses idées et agence ses arguments, dont il pose les problèmes et construit leurs solutions. Ce qu'ils proposent, c'est plutôt une introduction à la lecture de Marx, à partir d'un choix de textes, chacun précédé d'une rapide mise en contexte et suivi d'une explication.

La première partie, rédigée par Michael Löwy, présente les textes politiques en suivant l'ordre chronologique de leur rédaction, au cours de toute la période d'activité intellectuelle de Marx. Elle donne au lecteur un éclairage particulier sur la manière dont Marx articule approches

théoriques et interventions pratiques, à l'occasion d'épisodes historiques spécifiques, comme les Révolutions



de 1848, les luttes de classes en France de 1848 à 1850, le 18 brumaire de Louis Bonaparte en 1852, ou la Commune de Paris en 1871.

La seconde partie, philosophique, présentée par Emmanuel Renault, s'intéresse aux écrits de jeunesse de Marx et décrit la trajectoire qui le conduit d'un projet de "philosophie critique" - de la religion, de la politique et de la philosophie elle-même - à l'idée de "sortie de la philosophie", de réaliser la philosophie de la praxis (pratique) en la supprimant. La critique de l'idéologie stérile le conduisant à sa conception matérialiste nouvelle de l'histoire. Dans cet au-delà de la philosophie, Marx passe enfin à la critique de l'économie politique centrée sur l'analyse, par Gérard Duménil, de

l'œuvre majeure que constitue Le Capital.

... et relire le Capital

Pour Franck Fischbach, coordinateur d'un second ouvrage : « le besoin de relire le livre qui s'est approché au plus près d'une compréhension du noyau même du capitalisme, c'est-à-dire Le Capital de Marx, s'impose aujourd'hui avec une force d'urgence singulière ». L'ouvrage collectif rassemble des spécialistes de Marx de générations et d'horizons différents. Il veut servir le besoin de réappropriation actuelle de l'œuvre majeure de Marx et entend à la fois aider à sa compréhension en fonction des enjeux actuels, en montrant dans quelle mesure ces mêmes enjeux exigent de compléter, de modifier, voire de corriger les analyses proposées par Marx il y a 150 ans.

Le livre rassemble six contributions, notamment celle d'Emmanuel Renault : « Qu'il y a-t-il au juste de dialectique dans le Capital de Marx ? », ou celle de Franck Fischbach : « Comment le capital capture le temps ? » Les auteurs des textes partent de l'idée, qui leur est commune, que Marx n'est pas quelque chose que l'on peut lire et relire tel un "classique". Car l'effort qu'on produit pour lire Marx, pour comprendre son texte, pour corriger les contre-sens ou les erreurs commis par d'autres lectures, pour

se défaire des préjugés, s'il est nécessaire, n'est pourtant pas suffisant. Pour la raison qui veut que lorsqu'on rouvre ses livres, c'est toujours en escomptant d'en tirer sinon la compréhension, du moins certains éléments de la société qui est la nôtre. Parce que la société dont parle Marx est toujours la nôtre. « On (re)lira donc Marx tant qu'on ne sera pas débarrassé de la domination capitaliste, et aussi longtemps qu'on ne se sera pas affranchi d'une société caractérisée par le règne de l'abstraction de la valeur ».

Enfin, nous allons vers Marx et vers ses textes avec l'interrogation fondamentale qui est à la fois théorique et pratique : une formation sociale différente est-elle pensable ? Elle restera actuelle tant que durera une société fondée sur la domination, sur la destruction de la richesse sociale au profit de la forme valeur.

Ces deux livres contribuent à l'effort qui est le nôtre, toujours renouvelé et à renouveler, de lire et relire Marx.

« Lire Marx » de Gérard Duménil, Michael Löwy et Emmanuel Renault, 2009, PUF, Coll. Quadrige, 304 p., 15 €
« Marx Relire le Capital » de Franck Fischbach, 2009, Ed. PUF, Coll. Débats philosophiques, 190 p., 12 €.

LIRE

Le marxisme en 100 mots

En 100 entrées, ce petit ouvrage de la vénérable collection "Que-Sais-Je ?" éclaire les principales notions du marxisme et rend compte de l'imbrication des enjeux et débats politiques, économiques et philosophiques au cœur de chacune d'entre elles.

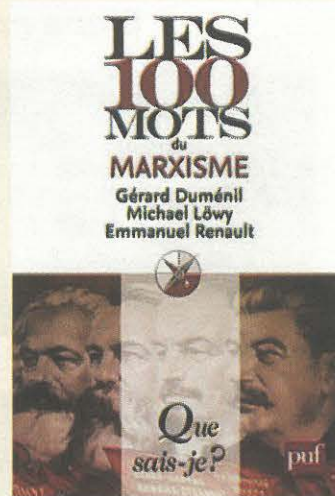
L'objectif des trois auteurs n'est pas de « codifier le vocabulaire marxiste, d'en fournir une version "politiquement correcte" ou "scientifiquement" exacte, mais de proposer une introduction à quelques-unes des notions les plus importantes du marxisme ».

La plupart des articles s'efforcent de rendre compte de l'imbrication des enjeux politiques, économiques et philosophiques des notions considérées, tout en montrant quand, comment et par qui elles furent mobilisées dans les débats. Compte-tenu du caractère technique de certains écrits de Marx et Engels, il arrive aussi qu'un article privilégie une approche plus disciplinaire. Les notions les plus philosophiques ont été traitées par Emmanuel Renault ; économiques par Gérard Duménil ; et politiques par Michael Löwy.

L'héritage du marxisme historique et des différentes formes du marxisme contemporain, avec des personnalités, ses revues et ses livres, ses conférences et congrès, ses Ecoles nationales et ses rencontres internationales, sont donc au cœur de ce livre. En bref, tout ce qui inspire la plupart des diverses formes des contestations de l'ordre capitaliste, dans le contexte de la crise majeure dans laquelle il est entré en 2007.

Avec cette introduction accessible au marxisme, nul doute que les articles de ce petit dictionnaire des 100 mots clés du marxisme encourageront et inciteront leurs lecteurs à se reporter, ensuite, aussi bien aux grandes œuvres de la tradition, qu'aux positions actuelles du marxisme.

« Les 100 mots du marxisme », coll. QSJ - n°3861 de G. Duménil, M. Löwy, E. Renault, Ed. PUF, 2009, 128 p., 9 €.



VOIR...



Chantiers de l'Égalité

Voilà deux siècles, la Révolution a jeté les bases d'une société qui se voulait libre, équitable et plus juste. Cette exposition revient sur deux siècles d'histoire autour de l'Égalité.

Elle commence par l'émergence de l'Égalité comme principe philosophique au moment de la Révolution française avec la réflexion des Lumières. S'ensuit l'émergence du citoyen, symbolisée par la Déclaration des droits de l'homme, fondement juridique de l'Égalité en matière de droit. Elle permet de découvrir son application civique et éducative dans les deux siècles qui suivent : le développement de l'école, l'amélioration des conditions de vie ou le suffrage universel... Enfin, elle présente le rôle actuel de l'Égalité comme moteur de justice sociale.

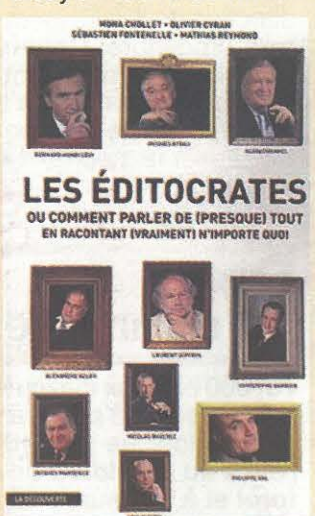
Hôtel départemental à Nantes, aux heures d'ouverture.

MÉDIAS

Cumulards médiatiques

On les connaît trop bien. Leur visage et leur voix nous sont familiers. Ils signent chaque semaine un éditorial dans un hebdomadaire ou un quotidien ; ils livrent une chronique tous les matins sur une antenne de radio ; ils occupent les plateaux des chaînes de télévision ; chaque année, leur nouveau livre envahit les tables des librairies. "Ils", ce sont les "éditocrates". Ils ne sont experts en rien, mais ils ont des choses à dire sur (presque) tout et à lon-

gueur de journée. Ils livrent à l'auditeur-lecteur-spectateur-citoyen leurs commen-



taires creux ou délirants sur le monde comme il va et où il devrait aller. Dans ce livre trois

journalistes, Mona Chollet, Olivier Cyran, Sébastien Fontenelle, et un maître de conférences en sciences économiques, Mathias Reymond, dévoilent l'imposture de ces professionnels de la pensée-minute. Ils en suivent les trajectoires, analysent les volteface, dissèquent les écrits, décryptent les déclarations.

De l'inamovible gominé Alain Duhamel, à Philippe Val, le « Torquemada de Radio France », en passant par « l'audacieux touche à tout » BHL, le sautillant Christophe Barbier, capable de se lamenter « d'un débat public accaparé par le sort des exclus du système »,

Jacques Attali « l'insubmersible imposteur », Alexandre Adler, fan de George W. Bush, Laurent Joffrin « de gauche mais de droite », Jacques Marseille, défenseur des riches, Nicolas Baverez pour qui « le capitalisme est une émancipation » et Ivan Rioufol le croisé binaire, pourfendeur « du totalitarisme bourgeonnant » né de ses seules phobies. Une galerie de portraits drôles et vengeurs pour tous ceux qui ne supportent plus d'être la cible de leur prêt-à-penser qui tient, à travers eux, le haut du pavé médiatique.

Les Éditocrates, Coll. La Découverte, 2009, 196 p. 12,50 €.

près de vous

La Baule

Où sont les logements sociaux ?

2,5%, c'est le pourcentage de logements sociaux sur la commune de la Baule. La ville côtière semble peu encline à réaliser les objectifs inscrits au Plan Local de l'Habitat (PLH). Sur un objectif de 46 logements sociaux sur la période 2005-2007 seul 10% ont été réalisés. Alors que la ville doit, sur la période 2008-2010, rattraper son retard en plus des 46 nouveaux logements à financer, l'élue communiste bauloise, Gérard DENOYELLE, s'inquiète. C'est pourquoi il a demandé au Maire de la commune si, pour la période en cours, les objectifs seraient réalisés. Pour toute réponse, le maire a botté en touche ! Gérard DENOYELLE assure que dans cette histoire si « la crise a bon dos, ce n'est pas pour déplaire à Mr le Maire ». En attendant, à la Baule, on est bien loin des 20% de logements sociaux !!!

ADECR



Les élu-e-s à l'œuvre pour faire échouer le projet de réforme territoriale

L'ADECR de Loire-Atlantique se mobilise contre le projet de réforme territoriale. L'association a fait parvenir aux Maires, Présidents et Vice-Présidents élus à la région et au département une lettre les invitant, au-delà de leurs sensibilités politiques, à se mobiliser contre un projet de réforme qui « met en concurrence les hommes et les territoires, met en danger les services publics locaux, nie la démocratie locale ». Outre cette lettre, des élu-e-s de notre département étaient présents au congrès des Maires de France pour faire entendre leur voix. L'initiative doit se poursuivre par l'édition d'un tract à l'attention de la population.

Conseil Général

STX : Roger DAVID interpelle François FILLION

Roger DAVID, Conseiller Général du canton de Montoir-de-Bretagne avait, il y a quelques semaines de cela, écrit au Premier Ministre afin de l'alerter sur la situation des chantiers Navals de Saint-Nazaire. La réponse de celui-ci a été de renvoyer la demande du Conseiller Général vers le Ministre des finances et le Préfet de Région. Non satisfait, Roger DAVID va de nouveau interpeller le chef du gouvernement et exiger de lui la mise en place d'une table ronde regroupant tous les partenaires locaux concernés par l'avenir de la branche navale. Une urgence au vu de la suppression de 14% des emplois aux chantiers.

L'invité

Notre-Dames-des-Landes : un enjeu pour le Sud Loire

Les élu-e-s communistes du Sud Loire et la section du PCF Rezé Sud Loire partagent l'exigence du développement économique et d'aménagement durable de notre territoire portée par le transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique à Notre-Dame-des-Landes. Ils font leur ce projet ambitieux de nature à répondre aux enjeux sociaux, économiques, environnementaux pour le grand Ouest et pour notre région. En tant qu'acteurs politiques du Sud Loire, ils inscrivent leur démarche dans une perspective de pérennisation et de développement de l'emploi industriel dans le Sud Loire, de mise en sécurité des populations actuellement survolées, de résistance à l'étalement urbain de notre agglomération en augmentant l'offre de logements prévue au Programme Local de l'Habitat, et de préservation de l'espace naturel de première importance qu'est le lac de Grand-lieu.

La libération d'espaces sur le site actuel de Bouguenais doit être une opportunité pour répondre aux besoins de développement du site aéronautique actuel autour d'Airbus, du pôle EMC2 et de la plateforme Technocampus, dédiée à l'ensemble de la filière composite. C'est pourquoi, le PCF et les élu-e-s communistes du Sud Loire entendent agir pour conforter l'activité industrielle d'Airbus, renouvelant leur opposition au plan Power 8, développer les activités économiques industrielles dont le Sud Loire a besoin. Moins de 10% des activités économiques de l'actuelle zone d'activités de Grand-lieu sont liées au site aéroportuaire actuel. L'essentiel des autres activités sont garanties sur le site.

La vocation industrielle du Sud Loire doit être réaffirmée à l'occasion du transfert de l'aéroport. Les conséquences de ce transfert pour l'activité d'Airbus avec la disparition éventuelle de la piste doivent être prises en compte sérieusement par la direction du groupe EADS. Pour nous, le transfert ne saurait justifier la disparition de certaines activités industrielles (fabrication et transport des caissons d'avions) pour servir de prétexte à une filialisation de ces activités. Le PCF et les élu-e-s communistes du Sud Loire veulent garantir l'activité de l'actuelle usine Airbus, ses fonctionnalités, sa production, en prenant en compte la dimension recherche et innovation nécessaire. Ils souhaitent que le site actuel puisse faire l'objet d'une étude sérieuse de la part du syndicat mixte aéroportuaire, des acteurs économiques et des collectivités concernées afin de favoriser son développement, en relation avec ses potentialités (proximités du réseau routier périphérique et du fleuve).

Dominique LUCAS (secrétaire de la section du PCF Rezé Sud-Loire), **Yann VINCE** (président du groupe communiste de Nantes Métropole), **Mireille PERNOT** (présidente du groupe communiste de Rezé), **Micheline BAR-CHASSERIEAU** (présidente du groupe communiste de Bouguenais), **Maurice BOUE** (élu communiste à Bouaye), **Jean-Claude RUAUX** (élu communiste à St Léger-les-Vignes), **Jean-Luc GUINCHARD** (président du groupe communiste de La Montagne), **Gilles LE MERDY** (élu apparenté communiste au Pellerin).



Parmi les signataires : Maurice BOUE, Micheline BAR-CHASSERIEAU, Mireille PERNOT, Yann VINCE et Dominique LUCAS

L'activité

Région

Défense du service public postal

Michèle PICAUD s'est adressée au président de la Commission Départementale de Présence Postale Territoriale pour lui faire part de ses inquiétudes quant à l'avenir du service public postal. Elle souhaite que la commission adopte une motion pour « l'ouverture d'un débat national sur la privatisation de La Poste, suivi d'un référendum ». Pointant le fait que plus de 46000 personnes avaient participé à la votation citoyenne dans notre département dont 98,22% se sont prononcés contre la privatisation de La Poste, elle a rappelé l'attachement des citoyens à un service public de proximité. Elle a mis dos à dos « la logique comptable de la direction de La Poste » avec la volonté trop mal cachée du président de la république et de son gouvernement d'aboutir à la privatisation du service public. La poste française est bénéficiaire (650 millions d'euros en 2008) « alors pourquoi casser ce qui fonctionne » rappelle l'élue. Les autres pays européens qui s'étaient lancés dans un processus de privatisation « tentent aujourd'hui de revenir en arrière » avec pour seuls résultats : l'augmentation des tarifs, les fermetures d'agences et la suppression de milliers d'emplois. « Il faut donc tout faire pour empêcher ce mauvais coup. » assène l'élue communiste.

Collectivités territoriales

Bataille des élu-e-s communistes contre la suppression de la Taxe Professionnelle

Mobilisés, les élu-e-s communistes le sont contre la suppression de la Taxe professionnelle. Répondant aux desideratas du MEDEF, le gouvernement veut priver les collectivités d'une de leur ressource principale et ainsi, faire un cadeau de 29 milliards d'euros aux entreprises. Hubert DELAHAIE, conseiller régional, rappelle que la suppression de la TP « priverait la région de 150 millions d'euros de recettes annuelles » et bien entendu « de toute marge de manœuvre financière ». Même constat du côté du Conseil Général où Roger DAVID craint pour l'autonomie financière du département. Comme le fera remarquer Yann VINCE à Nantes Métropole « la plupart des associations d'élus, toutes tendances politiques confondues, s'inquiètent de la disparition de la TP », et pour cause ! A terme il faudra bien que les collectivités trouvent de l'argent pour financer des projets utiles à la population et ce sera toujours les citoyens qui seront « victimes des pressions sur la dépense publique » assure Yann Vince.

A Couëron, Dominique Sanz fait remarquer que « si la modernisation de la TP est nécessaire, nous ne pouvons accepter que le gouvernement supprime une ressource stable, pérenne, sur laquelle les collectivités pouvaient agir, pour la remplacer par des impôts et des taxes assis sur des résultats variables et aléatoires ». Les solutions qu'apportent les élus communistes, à l'inverse de celles du gouvernement, seraient utiles pour remettre à l'endroit une économie financiarisée, bien loin de répondre aux besoins vitaux des populations.

Couëron

Un ultimatum climatique positif mais peu opérationnel

Comme nombre de communes dans le département, la commune de Couëron s'est emparée du débat sur le réchauffement du climat à l'occasion de la conférence de Copenhague. Elle a souscrit à l'appel « l'ultimatum climatique » porté par une dizaine d'associations qui, s'inquiétant du « péril climatique », proposent que les pays industrialisés, dont la France, s'engagent dans une réduction significative de leur émissions de gaz à effet de serre. L'élue communiste Michel LUCAS, lors du débat sur cet « ultimatum », a rappelé l'engagement de la municipalité au travers de son Agenda 21, une démarche qui, pour positive qu'elle soit, ajoutée aux autres démarches communales ne pourra régler le problème du réchauffement climatique. Quand bien même, l'élue remarque le manque de volonté politique au niveau international. Depuis la conférence de Rio en 1992, l'ensemble des dispositions prises « se heurtent au libéralisme ». Pour l'élue, « l'efficacité de la lutte contre le réchauffement du climat est subordonnée à une réforme des relations internationales », une question qui devrait être au cœur du sommet de Copenhague et qui ne figure malheureusement pas dans l'Ultimatum. Et de faire remarquer que cet appel « est certes intellectuellement soutenable mais son contenu peu opérationnel » d'autant que les différents pays ne semblent pas prêts à s'entendre.



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



St-Nazaire

Mercredi 2 décembre : Réunion du comité local de la section à 18H00 au siège de la section.

Basse-Loire

Jeudi 3 décembre : Réunion du comité local à 18H00 à Couëron.

Assemblée des animateurs de sections

Samedi 5 décembre : Assemblée nationale des animateurs de sections à Montreuil.

49^{ème} Congrès de la CGT

Du 7 au 11 décembre : Parc des expositions de la Beaujoire.

Presqu'île

Jeudi 9 décembre : Assemblée générale de la section.

Assemblée des animateurs de sections



Après la consultation nationale des communistes du mois de novembre, le PCF organise une Assemblée des animateurs de sections pour permettre à

des responsables communistes de toute la France de réfléchir et d'échanger sur les propositions et les ambitions des communistes pour les élections régionales. Au programme de cette journée, des séances plénières et des ruches pour discuter des grands axes de nos projets régionaux et de la campagne électorale. **Marie George BUFFET, Secrétaire nationale du PCF et André CHASSAIGNE, Président de l'ANECR, présenteront publiquement la campagne et la démarche de rassemblement engagée.** Cette initiative nationale aura lieu le samedi 5 décembre à la Halle Dufriche de Montreuil en région parisienne. Une délégation d'animateurs de sections de Loire-Atlantique participera à cette journée de travail.

Analyse politique du pouvoir économique

« Ce qui à notre époque frappe tout d'abord le regard, ce n'est pas seulement la concentration des richesses, mais encore l'accumulation d'une énorme puissance, d'un pouvoir économique discrétionnaire aux mains d'un petit nombre d'hommes qui d'ordinaire ne sont pas les propriétaires, mais les simples dépositaires et gérants du capital qu'ils administrent à leur gré. **Ce pouvoir est surtout considérable chez ceux qui, détenteurs et maîtres absolus de l'argent, gouvernent le crédit et le dispensent selon leur bon plaisir.** Par là ils distribuent en quelque sorte le sang à l'organisme économique dont ils tiennent la vie entre leurs mains, si bien que sans leur consentement nul ne peut plus respirer. **Cette concentration du pouvoir et des ressources, qui est comme le trait distinctif de l'économie contemporaine, est le fruit naturel d'une concurrence dont la liberté ne connaît pas de limites ;** ceux-là seuls restent debout, qui sont les plus forts, ce qui souvent revient à dire, qui luttent avec le plus de violence, qui sont les moins gênés par les scrupules de conscience. A son tour, cette accumulation de forces et de ressources amène à lutter pour s'emparer de la puissance, et ceci de trois façons : on combat d'abord pour la maîtrise économique, on se dispute ensuite le pouvoir politique, dont on exploitera les ressources et la puissance dans la lutte économique ; le conflit se porte enfin sur le terrain international, soit que les divers Etats mettent leurs forces et leur puissance politique au service des intérêts économiques de leurs ressortissants, soit qu'ils prévalent de leurs forces et de leur puissance économique pour trancher leurs différends politiques. » Qui a donc bien pu écrire ce texte ? Non, ce n'est pas un spécialiste en Sciences politiques d'inspiration marxiste mais bel et bien le pape Pie XI en 1930.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Michel DEJEU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Manu BLASCO
Jérôme TURMEAU



Vite lu...

Huma café

Le prochain Huma café sera consacré «au syndicalisme français face aux défis du XXI^{ème} siècle». L'invitée du débat sera **Maryse DUMAS, Secrétaire confédérale de la CGT.**

JEUDI 17 DECEMBRE A 20h30
Salle Jules Vallès
Médiathèque Jacques Demy à Nantes



Nécrologie

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de notre camarade Daniel FLEURY. Daniel était un militant communiste, élu aux Sorinières, il était très engagé dans les associations et les politiques sportives de sa commune. Nous présentons à sa famille, à Isabelle et Laurent, à ses proches, nos plus sincères condoléances.



Par Pauline FLEURIMONT, Lycéenne.

Manifestation du 24 Novembre : « l'éducation qui coûtait trop cher »
Le ministre de l'éducation nationale, Luc Châtel, a annoncé 13

500 postes de moins pour 2009 et encore 16 000 suppressions de plus pour 2010. En tout c'est 80 000 suppressions de postes prévues d'ici 2012... La manifestation qui a lieu mardi matin à Nantes s'est

déroulée à l'appel de la FSU, SUD-Education et le SDEN-CGT, pour protester contre la dégradation des conditions d'enseignement due à la baisse des moyens alloués à



l'éducation. C'est l'ignorance de l'Etat dans les services publics voire la privatisation de certains qui est dénoncée. Ainsi, les postiers sont également concernés.

Les lycéens étaient appelés nationalement à manifester par le Front de Lutte pour l'Education. A Nantes, l'inter lycéenne, représentants de lycées de l'agglomération, a relayé cet appel pour engager la lutte contre des mesures gouvernementales que nous n'oublions pas. Il s'agit des suppressions de postes, qui

s'accumulent chaque année, de la suppression de carte scolaire qui n'a en rien amélioré la mixité sociale et de la réforme du lycée dont l'**unique but est de faire des**

«En tout c'est 80 000 suppressions de postes prévues d'ici 2012...»

économies ! Ces lycéens, qui se sont passés l'information entre autre grâce au net, sont révoltés par les réformes proposées

par le gouvernement et c'est pour cette raison qu'ils sont et seront de plus en plus présents dans la rue. En effet, Luc Chatel a osé déclarer qu'il voulait supprimer l'histoire géographie du programme de terminale pour en faire une option. Une grosse remise en cause de cette matière qu'ils veulent déployer alors qu'elle est censée apporter des éléments de compréhension rationnels aux jeunes citoyens. L'an passé Sarkozy a dit qu'il n'écouterait pas les manifestants, faut-il donc crier plus fort ?